Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 508/1
5 SEP 1949
Transmis à M. - Coordination
Overgemaakt aan de H. - Bureau

L.508/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacation, saisi par le Ministre de la Défense nationale le 2 août 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent fixant le régime d'indemnisation applicable au personnel de la Défense nationale effectuant des missions temporaires au Congo belge, a donné en sa séance, du 23 août 1949 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 2e Augustus 1949 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een een ontwerp van besluit van de Regent houdende vaststelling van het stelsel der vergoedingen toepasselijk op het personeel van Landsverdediging dat tijdelijke opdrachten uitvoert in Belgisch Congo, heeft ter zitting van 23 Augustus, 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de fixer le régime d'indemnisation applicable aux militaires et agents civils du département de la Défense nationale effectuant des missions temporaires au Congo belge.

Il semble que, dans les intentions du Gouvernement, les civils assimilés aux militaires doivent être compris parmi les bénéficiaires du régime à instaurer et que ces indemnités seront payées, non seulement pour des missions temporaires au Congo belge, mais également pour des missions au Ruanda-Urundi.

Il importe que le projet le dise explicitement.

Le régime des indemnités pour les militaires en déplacement en dehors du territoire du Royaume est actuellement réglé par l'article 2 du Règlement sur les indemnités de déplacement approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931; celui des agents de l'Etat par l'article 6 de l'arrêté du Régent du 29 novembre 1945. Dans les deux cas, les frais de déplacement sont payés sur base d'un mémoire justificatif. Le projet actuel ne fait que répéter le même principe, à l'exception d'une partie des frais de subsistance qui sera payée moyennant un forfait. En plus, le projet crée deux indemnités dites "d'équipement" et "pour frais d'assurance".

Quoique le projet ne déroge qu'en certaines de ses dispositions aux règles normales, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'y a pas lieu de supprimer les dispositions qui sont conformes aux règles en vigueur, le présent projet constituant une réglementation d'ensemble de la question.

Il n'y a pas lieu de viser, dans le préambule, la loi budgétaire, ni l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948.

Il convient par contre de viser les textes réglementaires en dérogation desquels est instituée une indemnité forfaitaire de subsistance.

L'article 3 du projet prévoit, pour les officiers subalternes, une indemnité forfaitaire de subsistance de 680 fr. Suivant les renseignements recueillis, il s'agit là d'une erreur de chiffre qu'il conviendrait de rectifier.

Etant donné la tendance générale de la législation en matière de familles nombreuses, le Conseil d'Etat se demande s'il est vraiment dans les intentions du Gouvernement de limiter à trois enfants le remboursement de la prime d'assurance prévue à l'article 6, alinéa 3 du projet.

L'article 6 du projet, dernier alinéa, dit que les polices d'assurance contractées par des militaires qui effectuent par ordre leur déplacement par avion militaire devront exclure les risques d'accidents aéronautiques inhérents à ces déplacements. Cela semble vouloir dire que ces militaires ne peuvent s'assurer contre ces risques. Le Conseil d'Etat pense que telle n'est pas l'intention du Gouvernement et que celui-ci entend simplement dire que la partie de la prime qui concerne la couverture de ces risques ne sera pas remboursée au militaire. Si telle est bien cette intention, il y a lieu de modifier ce texte.

Il y aurait lieu de prévoir le contreseing du Premier Ministre, celui-ci ayant repris les attributions du Ministre de l'Administration générale.

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations concernant la forme, qui ne nécessitent aucun commentaire . Le texte proposé ci-après en tient compte :

ARRETE DU REGENT FIXANT LE REGIME D'INDEMNISATION APPLICABLE AUX MILITAIRES, AUX CIVILS ASSIMILES AUX MILITAIRES ET AUX AGENTS CIVILS DU MINISTERE DE LADEFENSE NATIONALE EFFECTUANT DES MISSIONS TEMPORAIRES AU CONGO BELGE ET AU RUANDA-URUNDI.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution,

Vu le règlement sur les indemnités de déplacement des officiers et militaires de rang subalterne ainsi que des fonctionnaires et agents civils ressortissant au département de la Défense nationale, approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931, et notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Régent du 29 novembre 1945 fixant les indemnités qui reviennent aux fonctionnaires et agents des divers départements ministériels pour frais de séjour à l'intérieur du Royaume, et notamment l'article 6 ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1927 relatif au personnel navigant de l'aéronautique militaire et aux indemnités et primes accordées à ce personnel, modifié notamment par l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949;

Considérant que le nombre et la durée des missions militaires au Congo belge se sont fortement accrus;

Vu l'autorisation du Ministre de l'Administration générale et des Pensions en date du 24 mai 1949;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article ler -

Les militaires, les civils y assimilés, ainsi que les civils ressortissant au département de la Défense nationale, chargés d'une mission temporaire au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ont droit aux indemnités spéciales déterminées au présent arrêté.

Indemnité d'équipement.

Article 2 -

Lorsqu'un équipement spécial pour la Colonie ne lui est pas fourni par l'Etat, toute personne visée à l'article ler du présent arrêté reçoit, dès réception de son ordre de mission, une indemnité d'équipement de sept mille cinq cents francs.

Si, pour une cause dépendant de sa volonté, l'intéressé ne remplit pas sa mission, l'indemnité doit être remboursée ou l'équipement restitué.

En cas de nouvelle mission, l'équipement ou l'indemnité sont renouvelés si la date du départ se situe au moins deux ans après la date du départ en mission qui y a donné droit.

Indemnité de subsistance.

Article 3 -

Par dérogation à l'article 2 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931 et à l'article 6 de l'arrêté du Régent du 29 novembre 1945, les personnes visées à l'article ler du présent arrêté reçoivent pour la durée du séjour au Congo ou au Ruanda-Urundi, en ce compris les jours d'arrivée et de départ, une indemnité forfaitaire journalière, dite de subsistance, dont le taux est fixé de la manière suivante :

1° Militaires et assimilés :

Officiers généraux	840
Officiers supérieurs	660
Officiers subalternes	480
Militaires subalternes	420

2° Agents civils :

Groupe X	840
Groupe IX-VIII	710
Groupe VII	600
Groupe V-IV	480
Autres groupes	420

La même indemnité est due pour les jours de voyage par air, y compris le jour de départ et le jour de retour.

Article 4 -

Les frais de subsistance exposés durant le voyage aller et retour par une autre voie que la voie aérienne sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Indemnité pour frais de logement.

Article 5 -

Les frais de logement exposés durant le séjour à la Colonie et au Ruanda-Urundi ou durant le voyage aller et retour sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Frais de parcours et de transport.

Article 6 -

Les frais de parcours, en ce compris les frais de réservation pour le voyage aller et retour et pour les déplacements dans la Colonie et au Ruanda-Urundi, sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Les frais de transport de bagages, en ce compris les frais de manutention, sont remboursés selon les mêmes modalités et dans les mêmes conditions à concurrence d'un maximum de :

cinquante kgrs. en cas de voyage par la voie aérienne,
deux cents kgrs. en cas de voyage par toute autre voie.

Frais d'assurance.

Article 7 -

Les personnes visées à l'article 1er du présent arrêté peuvent obtenir le remboursement des primes de l'assurance qu'elles contracteraient pour couvrir les risques d'accident pouvant survenir pendant la durée de la mission.

Ne sont remboursées que les primes des polices d'assurance d'un montant maximum de cinq cent mille francs majorée de 200.000 frs. pour l'épouse non séparée de corps et 100.000 frs. par enfant à charge âgé de moins de vingt et un an (jusqu'au 3ème enfant compris)(??).

Toutefois à dater du 9 juillet 1949, les primes des polices d'assurances contractées par des militaires qui effectuent par ordre leurs déplacements en avion militaire, ne seront pas remboursées en tant qu'elles concernent les risques d'accidents inhérents à ces déplacements.

Frais divers.

./...

Article 8 -

Les soins médicaux, à l'exception des prothèses dentaires, ainsi que les frais d'hospitalisation, sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Article 9 -

Les frais extraordinaires et exceptionnels peuvent être remboursés après approbation du Ministre de la Défense nationale.

Article 10 -

Le présent arrêté sort ses effets à dater du 1er janvier 1949.

Article 11 -

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp dient tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen, toepasselijk op de militairen en het burgerlijk personeel van het departement van Landsverdediging, die tijdelijke opdrachten in Belgisch Congo vervullen.

Blijkbaar moeten, volgens de bedoelingen van de Regering, de met militairen gelijkgestelde burgers onder de begunstigden van het in te stellen regime worden gerekend, en zullen die vergoedingen niet alleen voor tijdelijke opdrachten in Belgisch Congo, doch ook voor opdrachten in Ruanda-Urundi worden uitgekeerd.

In het ontwerp zou dit uitdrukkelijk moeten worden gezegd.

Het stelsel der vergoedingen ten behoeve van militairen die zich buiten het grondgebied van het Rijk verplaatsen is thans geregeld door artikel 2 van het bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931 goedgekeurd Reglement betreffende de vergoedingen der onkosten voor verplaatsing; voor het Rijkspersoneel is het geregeld door artikel 6 van het besluit van de Regent van 29 November 1945. In beide gevallen worden de verplaatsingskosten uitbetaald op grond van verantwoordingsstukken. Het huidig ontwerp herhaalt hetzelfde beginsel, uitzondering gemaakt voor een deel der onderhoudskosten, dat forfaitair zal worden uitbetaald. Bovendien brengt het ontwerp twee vergoedingen tot stand, de zogenaamde vergoedingen "voor uitrusting" en de vergoedingen voor "verzekeringsonkosten".

Ofschoon het ontwerp slechts in sommige bepalingen van de normale regelen afwijkt, is de Raad van State van advies dat de met de geldende regelen overeenstemmende bepalingen niet moeten wegvallen, vermits het onderhavig ontwerp de kwestie in haar geheel reglementeert.

.../...

De inleiding hoeft niet te verwijzen naar de begrotingswet, noch naar het besluit van de Regent van 15 December 1948.

Daarentegen zou men de reglementsteksten moeten opgeven, in afwijking waarvan een forfaitaire vergoeding wegens onderhoudskosten tot stand wordt gebracht.

Artikel 3 van het ontwerp voorziet, ten behoeve van de lagere officieren, een forfaitaire vergoeding wegens onderhoudskosten van 680 frank. Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat hier een materiële vergissing werd begaan, die zou moeten hersteld worden.

Gezien de algemene strekking van de wetgeving inzake kroostrijke gezinnen, vraagt de Raad van State zich af of het wel in de bedoeling van de Regering ligt de terugbetaling van de in artikel 6, lid 3, van het ontwerp bedoelde verzekeringspremie tot drie kinderen te beperken.

In artikel 6 van het ontwerp, laatste lid, wordt gezegd dat de verzekeringspolissen aangegaan door militairen die hun verplaatsingen op bevel per militair vliegtuig maken, de risico's van luchtvaartongevallen, welke aan die verplaatsingen verbonden zijn, moeten uitsluiten. Dit schijnt te betekenen dat bedoelde militairen zich tegen die risico's niet mogen verzekeren. De Raad van State meent dat de Regering het zo niet bedoeld heeft en dat zij alleen heeft willen zeggen dat het gedeelte van de premie, dat betrekking heeft op de dekking van die risico's aan de militair niet zal worden terugbetaald. Mocht dit wel degelijk de bedoeling zijn, dan zou men de tekst moeten wijzigen.

Het ontwerp zou mede moeten worden ondertekend door de Eerste-Minister die immers de bevoegdheden van de Minister van het Algemeen Bestuur heeft overgenomen.

.../...

Voor het overige zijn bij dit ontwerp slechts opmerkingen betreffende de vorm te maken, die het onnodig is te commentariëren. De hierna voorgestelde tekst houdt er rekening mede :

BESLUIT VAN DE REGENT TOT VASTSTELLING VAN HET STELSEL DER VERGOEDINGEN TOEPASSELIJK OP DE MILITAIREN, OP DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE BURGERS EN OP HET BURGERLIJK PERSONEEL VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING, DIE TIJDELIJKE OPDRACHTEN IN BELGISCH CONGO EN IN RUANDA-URUNDI VERVULLEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet,

Gelet op het Reglement betreffende de vergoedingen der onkosten voor verplaatsing der officieren en militairen van lagere graad, alsook der ambtenaren en burgerlijke agenten behorende tot het Departement van Landsverdediging, zoals het werd goedgekeurd door het koninklijk besluit van 17 Maart 1931, en namelijk op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 November 1945 houdende vaststelling van de vergoedingen welke toekomen aan de ambtenaren en beambten der verschillende ministeriële departementen wegens kosten van verblijf binnen het Rijk, en namelijk op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 December 1927, betreffende het varend personeel van de Militaire Luchtvaart en de

.../...

aan dit personeel verleende luchtvaartvergoedingen en -premies, zoals het namelijk werd gewijzigd bij besluit van de Regent van 9 Juli 1949;

Overwegende dat het aantal en de duur der militaire opdrachten in Belgisch Congo in aanzienlijke mate hebben toegenomen;

Gelet op de machtiging van de Minister van het Algemeen Bestuur en de Pensioenen, d.d. 24 Mei 1949;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De militairen, de ermede gelijkgestelde burgers evenals de burgers die tot het departement van Landsverdediging behoren, welke met tijdelijke opdrachten in Belgisch Congo of in Ruanda-Urundi belast worden, hebben recht op de speciale in dit besluit bepaalde vergoedingen.

.../...

Vergoeding voor uitrusting

Artikel 2.-

Elke in artikel 1 van dit besluit bedoelde persoon ontvangt, zodra hij zijn opdrachtsbevel heeft ontvangen, een vergoeding voor uitrusting ten bedrage van zeven duizend vijfhonderd frank, indien de Staat hem geen bijzondere uitrusting voor de Kolonie heeft verstrekt.

Indien de belanghebbende, om een van zijn wil afhankelijke reden, zijn opdracht niet vervult, moet de vergoeding terugbetaald of de uitrusting teruggegeven worden.

In geval van nieuwe opdracht wordt de uitrusting of de vergoeding vernieuwd indien het vertrek ten minste twee jaar na het vertrek voor de opdracht die er recht op gegeven heeft, plaats vindt.

Onderhoudsvergoeding.

Artikel 3.-

In afwijking van artikel 2 van het bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931 goedgekeurde reglement en van artikel 6 van het besluit van de Regent van 29 November 1945, ontvangen de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personen gedurende het verblijf in Kongo of in Ruanda-Urundi, met inbegrip van de dagen van aankomst en vertrek, een dagelijkse forfaitaire vergoeding, onderhoudsvergoeding genaamd, waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

1° Militairen en daarmee gelijkgestelden :

Opperofficieren	840
Hoofdofficieren	660
Lagere officieren	480
Militairen van lagere rang	420

.../...

2° Burgerlijke agenten :

Groep X	840
Groep IX - VIII	710
Groep VII	600
Groep V - IV	480
Andere groepen	420

Dezelfde vergoeding is verschuldigd voor de dagen van een luchtreis, de dag van vertrek en de dag van terugkeer inbegrepen.

Artikel 4.-

De onderhoudskosten, betaald gedurende de reis heen en terug langs een andere weg dan de luchtweg, worden terugbetaald op overlegging van verantwoordingsstukken

Vergoeding voor logementskosten.

Artikel 5.-

De logementskosten, betaald gedurende het verblijf in de Kolonie en in Ruanda-Urundi of gedurende de heen- en terugreis, worden terugbetaald op overlegging van verantwoordingstukken.

Reis- en vervoerkosten.

Artikel 6.-

De reiskosten, met inbegrip van de plaatsbesprekingskosten voor de reis heen en terug en voor de verplaatsingen in de Kolonie en in Ruanda-Urundi, worden terugbetaald op overlegging van verantwoordingsstukken.

De kosten van vervoer van reisgoed, versjouwingskosten inbegrepen, worden volgens dezelfde modaliteiten en op dezelfde voorwaarden terugbetaald tot een beloop van ten hoogste:

vijftig kg. in geval van een reis per vliegtuig,

tweehonderd kg. in geval van een reis via een andere weg.

.../...

Verzekeringskosten.

Artikel 7.-

De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personen kunnen de terugbetaling bekomen van de premies van de verzekering, die zij aangaan om de risico's te dekken van de ongevallen welke zich kunnen voordoen tijdens de duur van de opdracht.

Worden slechts terugbetaald: de premies der verzekeringspolissen ten bedrage van ten hoogste vijfhonderd duizend frank, verhoogd met 200.000 fr. voor de echtgenote die niet van tafel en bed is gescheiden en met 100.000 fr. per kind van minder dan een en twintig jaar ten laste(tot en met het 3de kind (??)

Nochtans zullen de verzekeringspolissen, welke zijn aangegaan door militairen die bij bevel per militair vliegtuig reizen, van 9 Juli 1949 af niet terugbetaald worden, voor zover zij de risico's van ongevallen betreffen, welke aan die reizen verbonden zijn.

Allerlei kosten.

Artikel 8.-

De medische zorgen, met uitzondering van tandprothesis, alsmede de hospitalisatiekosten worden terugbetaald op overlegging van verantwoordingsstukken.

Buitengewone en uitzonderlijke kosten.

Artikel 9.-

De buitengewone en uitzonderlijke kosten mogen terugbetaald worden na goedkeuring door de Minister van Landsverdediging.

Artikel 10.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

.../...

Artikel 11.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

De Minister van Landsverdediging,

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs :	J. COYETTE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	H. BUCH,	conseillers d'Etat	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State	
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation	
	G. DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. BUCH.

De overeenstemming tussen de Franse, en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. BUCH.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,